

<http://gec.venissieux.org/Secu-prestations-sociales-aucune>



Sécu, prestations sociales ... aucune raison d'accepter les sacrifices !

- La lettre -

Publication date: mercredi 10 décembre 2014

**Copyright © Elus communistes et apparentés de Vénissieux - Tous droits
réservés**

Loan N'guyen Conseillère municipale Pour financer ses 41 milliards de cadeaux au patronat -le bien mal nommé « Pacte de Responsabilité et de Solidarité- le gouvernement socialiste a décidé une fois de plus de faire payer les salariés et les familles.

Le 28 octobre, la majorité socialiste à l'Assemblée nationale a donc adopté le projet de loi de financement de la Sécurité sociale (PLFSS) pour 2015, qui prévoit 9,6 milliards de coupes sombres dans les dépenses de santé, les prestations familiales, les pensions de retraite et les allocations-chômage, au nom de la sacro-sainte réduction des déficits publics. Et dans la bataille politique, ce ne sont pas les rodomontades des soi-disant socialistes « frondeurs » ou des écologistes qui auront changé grand-chose : en choisissant l'abstention, les 34 PS dissidents et 14 députés verts ont surtout décidé de ne pas faire capoter le texte, qui n'a été adopté qu'à 270 voix contre 245, la droite et les élus communistes et Front de Gauche ayant voté contre. Le système de santé publique, pourtant déjà largement fragilisé par les restrictions budgétaires successives, devra supporter 3,2 milliards d'€ d'économies supplémentaires. Dans le même temps, 460 000 retraités verront leur taux de CSG augmenter de près de trois points. Et pour ce qui concerne la politique familiale, si le gouvernement a renoncé à réduire la prime de naissance pour le deuxième enfant, et met en avant une modulation des allocations familiales pour les foyers les plus aisées, les régressions toucheront en réalité une proportion bien plus importante des familles ! En réduisant encore le congé parental d'éducation accordé aux mères qui choisissent d'arrêter partiellement ou totalement leur activité pour s'occuper de leur enfant dans les trois premières années de sa vie, c'est notamment aux travailleuses les plus modestes que le gouvernement s'attaque. La loi du 4 août avait déjà raccourci de 6 mois le congé parental accordé aux mères – passant de 36 à 30 mois – sous couvert d'égalité hommes-femmes ! Les six mois restant pouvant être indemnisés uniquement à condition que ce soit les pères qui prennent ce congé. En sachant que ce sont les femmes qui s'arrêtent de travailler dans 96% des cas – souvent parce qu'elles gagnent un salaire moindre que leur conjoint et que cette option limite le manque à gagner pour le foyer – cette mesure hypocrite consistait bien déjà à faire des économies sur le dos des familles. Dans le budget de la Sécu 2015, le gouvernement entend raboter encore le congé parental des mères pour le porter à 24 mois. Peu leur importe que les familles galèrent déjà pour trouver une place en crèche ou pour payer une nounou... D'autant que l'Etat ne prévoit de financer que 275 000 solutions d'accueil pour les enfants de 0 à 3 ans d'ici 2017. Pour rappel, en 2013, les Françaises ont pourtant donné naissance à 810 000 enfants ! Alors que les attaques contre l'ensemble de nos acquis sociaux se multiplient, seule une mobilisation d'ampleur pourra faire reculer le gouvernement et le Medef. Nous étions malheureusement bien peu nombreux dans la rue, lors de la manifestation du 16 octobre, à l'appel de la CGT. Il ne dépend que de nous de faire grossir nos rangs et notre détermination !